

677/13.

CENTRE DE RECHERCHE EN ECONOMIE
APPLIQUEE POUR LE DEVELOPPEMENT

MINISTERE DE L'EDUCATION
NATIONALE

C.R.E.A.D

M.E.N

CONTRAT D'ETUDE ET DE RECHERCHE

LA SCOLARISATION EN ZONES RURALES

- RAPPORT D'ACHEVEMENT DE LA PHASE II -

Centre de Recherches en Economie	
Appliquée pour le Développement	
C.R.E.A.D.	
COORDONATEUR	
DATE D'EMISE	24/02/1993
N° D'ORDRE	6365

- Décembre 1992 -

Gene ex.

L'étude sur " LA SCOLARISATION EN ZONES RURALES " a - rap- pelons le rapidement- pour objectif de recenser, à partir des informations disponibles, les divers obstacles qui s'opposent tant à l'extension de l'école qu'à son fonctionnement dans des condi- tions et normes souhaitables et souhaitées. L'une et l'autre sont dépendantes autant du volume et de la qualité des ressources allouées, que des conditions locales de leur mise en oeuvre.

Le présent rapport porte sur les premières observations pour l'instant partielles et qui seront complétées et précisées ultérieurement.

A partir de la recension des moyens (humains et matériels), nous tracerons quelques caractéristiques de l'école en zone rurale et de son fonctionnement dont les résultats sont appréciés diversement aussi bien par les élèves que leur parent.

La scolarisation a fait des progrès considérables mais il reste des poches importantes de non-scolarisation. La mesure de celle-ci est - dans les conditions présentes et compte tenu de l'information nécessaire non disponible - difficile, voire impossible à faire avec précision; nous l'apprécions à partir de quelques exemples (I), seront ensuite présentés les moyens de fonctionnement, qu'on peut distinguer par l'insuffisance aussi bien quantitative que qualitative (II), un matériel didactique rare, en deça du nécessaire, un équipement insuffisant ou déficient et un personnel "enseignant" très hétérogène, sont là quelques traits de cette école dont on peut aisément imaginer les résultats. Ceux - ci sont appréciés parfois sévèrement par les élèves et leurs parents chez qui on peut déceler un certain désenchantement vis - à - vis de l'école, désenchantement qui, joint, à la méfiance traditionnelle de certains, tend sinon à réduire la demande, du moins apparemment à la rendre moins intense.

I. LA NON - SCOLARISATION.

La croissance régulière des effectifs inscrits à l'école semble traduire la volonté, entre autres de supprimer l'analphabétisme, conséquence de la ségrégation scolaire dont furent victimes les algériens pendant la période coloniale. Cette expansion remarquable ne s'est pourtant pas faite de manière uniforme selon les zones d'habitats, ni également suivant les sexes.

Comme une onde qui faiblit à mesure qu'elle s'élargit et s'éloigne du Centre, le mouvement d'augmentation part des grandes métropoles pour atteindre les campagnes après être passé par les agglomérations intermédiaires. Même dans les campagnes, les zones à habitat groupé sont "servies" avant les zones à population dispersée. Ce mouvement, résultat du processus d'allocation des ressources, reflète les différences de situation originelles entre villes et campagnes et la prééminence dans l'accès aux ressources des premières: il traduit également semble-t-il, le principe d'affectation des moyens: c'est celui de la recherche du plus grand effet quelle que soit la nature de celui-ci. En d'autres termes et pour nous limiter à un seul aspect, le coût moyen de la réalisation d'une place pédagogique paraît -compte tenu des différentes économies externes- nettement plus faible en villes que dans une zone montagneuse, enclavée sans voie de communication.

Conséquence de l'application de cette clé de répartition des moyens éducatifs, ces zones rurales accusent de manière générale un retard certain, différencié selon les zones, de la scolarisation.

A ces différences selon les zones, s'ajoute à l'intérieur de chacune de celle - ci, l'inégalité entre les sexes dans l'accès à l'école. Quel que soit le type d'habitat, le mouvement de scolarisation des fillettes marque un certain retard. Alors que les ressources allouées semblent à l'origine de ce mouvement de différenciation, les phénomènes socio-culturels pourraient être à la base de cette dernière inégalité.

Ainsi, disponibilité et affectation des ressources d'un côté, facteurs socio-culturels de l'autre paraissent déterminer le mouvement de scolarisation de manière générale et plus spécifiquement dans les zones rurales. En d'autres termes, on pourrait dire, par une assimilation à peine exagérée, que cette scolarisation est le résultat des actions respectives de l'offre et de la demande. Entre celles - ci semble exister une division des rôles: la première détermine la qualité, par le volume et la nature des moyens mis en oeuvre, la seconde dont le facteur principal est la démographie, détermine la quantité. Nous reviendrons plus en détail sur ces hypothèses, mais auparavant il nous faut présenter la réalité de la sous-scolarisation des campagnes.

I.1. La non - scolarisation.

L'inscription à l'école a, comme dit plus haut, fait des progrès considérables, il subsiste encore des poches importantes de sous - scolarisation situées principalement dans les zones rurales. La mesure de celle-ci est difficile, voire impossible sans informations précises. celles-ci sont relatives à deux catégories d'effectifs: celui des enfants de 6 - 11 ans inscrits à l'école et qui est en général connu. Par contre celui de tous les enfants de la même

tranche d'âge, résidents dans la commune est beaucoup plus difficile à connaître en dehors des années de recensements, son évaluation n'existe pas au niveau des communes enquêtées (1). Nous avons tenté de l'estimer, quand il est possible, par les naissances vivantes relatives à certaines années (Tableau 1).

TABLEAU 1: EVOLUTION DES NAISSANCES VIVANTES

C O M M U N E S	1984	1985	1986	1987	1988	1989
SIDI HASNI	217	241	154	191	182	149
HAM N'BAILS	633	411	356	317	229	204
SIDI DAUD	67	29	29	31	25	21
OULED ABDELAKADER	905	844	686	803	720	644
SIDI LAADJEL	248	283	211	168	209	174
EL BIODH	218	184	159	140	119	123
CHEHMA		228	199	184	176	166
BIR GHABALOU	135	112	135	76	31	25
TERNY B.HEDIL	287	118	115	86	83	73
ISSERS	229	60	50	311	392	388
AIN LAHDJEL	812	817	801	923	922	821
TIXTER		140	120	102	85	61
TAMANRASSET	1782	1148	1458	1443	1553	1238

La tendance générale est la diminution: ce qui doit se traduire à terme par une demande orientée à la baisse.

La comparaison des deux types d'effectif, nous permet d'apprécier la non-scolarisation. Le tableau II donne quelques taux de non scolarisation.

(1) Bien plus, elles ne semblent attacher de l'importance à la connaissance de tel effectif.

TABLEAU 2: TAUX DES ENFANTS NON INSCRITS A L'ECOLE

C O M M U N E S	% de non scolarisés enfant de 6-11 ans	% de non scolarisés enfants de 6 ans
SIDI ALI	6 (1989)	----
OULED BEN ABDELKADER	-----	12 (1989)
GOURAYA	20 (1990)	10 (1990)
HAMMAM N' BAILS	-----	5 (1989)
CHEHAIMA	-----	35 (1989)
SIDI HOSNI	33 (1990)	-----
AIN LAHDJEL	-----	28 (1989)
EL BIOD	56 (1989)	27 (1989)
EL OUED	54 (1991)	29 (1991)
DAIA BEN DAHOUA	-----	28 (1989)

Rapidement, on peut faire les remarques suivantes:

* La scolarisation progresse: les plus jeunes sont de plus en plus inscrits à l'école; il paraît que c'est là le résultat d'une part du progrès des constructions scolaires et d'autre d'un choix à savoir donner la préférence aux jeunes et ne pas inscrire les enfants à partir d'un certain âge;

* Inégalité manifeste entre les communes: alors que certaines atteignent pratiquement la saturation totale, d'autres en sont encore à scolariser à peine 01 enfant sur 2, voire 01 sur 3;

En gros, on peut dire que près d'un enfant sur 4 est encore en dehors de l'école; la sous-scolarisation des campagnes est un fait réel et qui peut être le résultat d'une absence de services éducatifs.

I.2: Une offre insuffisante:

Nous nous interrogeons pour l'instant sur les déterminants de celle-ci pour en recenser les causes d'insuffisance, nous allons plutôt décrire cette dernière.

I.2.1 Absence d'école:

Souvent à l'origine de la non scolarisation se trouve l'absence d'école, au sens de bâtiment destiné à accueillir les enfants. Le défaut de locaux scolaires est dans la majorité des cas le résultat d'une insuffisance de crédits: 09 communes sur 19 (Tableau IV) se plaignent de cette absence de ressources financières.

Quelques remarques rapides sur lesquelles nous reviendrons plus longuement par la suite.

Il s'agit soit de communes enclavées comme ADEKAR ou O.B ABDELKADER: plus exactement, il s'agit de populations éparpillées dans de petits hameaux reliés au chef lieu de la commune par une piste à peine carrossable, voire un simple chemin. Ou encore d'une population nomade où le retard accumulé est tel que quelle que soit l'importance des crédits, ceux-ci paraîtront insuffisants.

Il semble bien que pour tous ces cas le facteur de freinage soit le coût élevé par place pédagogique même la cause immédiate paraît être l'isolement ou la dispersion de la population.

L'absence de locaux scolaires peut également être due à une erreur de planification ou un mauvais choix du lieu d'implantation: c'est le cas de 20% des communes situées principalement sur les Hauts Plateaux.

I.2.2. Manque d'enseignants:

Le manque d'enseignant est parfois la cause du non fonctionnement ou du fonctionnement partiel de l'école. Toutes raisons confondues, plus de 50% des Communes se plaignent de l'absence d'enseignants, absence due souvent au manque de logement ou d'équipement collectif à proximité de l'école.

I.2.3. Il peut arriver que l'école existe mais qu'elle est inadéquate, soit que la construction n'est pas conforme aux normes, soit qu'elle n'est pas équipée.

Si l'insuffisance de l'offre explique en partie la non scolarisation, il peut arriver que la réticence des parents soit à l'origine de la non inscription à l'école..

I.3. Pour diverses raisons, d'ordre pratique (accès difficiles, éloignement) ou socio-culturelles, des parents refusent la scolarisation de leurs enfants, surtout les filles (TABLEAU V).

TABLEAU _____ : RAISONS DE L'ABSENCE D'OFFRE DE SERVICE EDUCATIFS

Z O N E S	ABSENCE D'ECOLE					ABSENCE D'ENSEIGNANTS					ECOLE IRUTILISABLE		
	MANQUE DE CREDITS	MANQUE DE TERRAIN	ERREUR DE PLANIFIC	RETARD DE REALISAT	TOTAL	MANQUE DE LOGEMENT	MANQUE DE CANDIDAT	ABSENCE DE EQUIP COLL	ELOIG-NEMENT	TOTAL	CONSTRUCT. INADEQUATE	MANQUE DES EQUIPEMENTS	TOTAL
PLAINE-VALLEE	2	1	-	-	3	2	-	-	1	3	1	-	1
MONTAGNE-PIEMONT	3	-	1	-	4	1	-	1	-	2	-	1	1
HAUTS PLATEAUX	1	-	-	2	3	1	-	-	2	3	1	1	2
STEPPE	1	-	1	-	2	1	-	-	-	1	1	-	1
OASIS - DESERT	2	-	-	-	2	1	-	-	1	2	-	2	2
T O T A L	9	1	2	2	14	6	-	1	4	11	3	4	7

TABLEAU _____ : RETICENCES DES PARENTS A SCOLARISER LEURS ENFANTS

	ACCES DIFFICILE	RAISON RELIGIEUSE	RAISON CULTURELLE	RAISON ECONOMIQUE	TOTAL
PLAINE - VALLEE	3	-	-	-	3
MONTAGNE-PIETMONT	2	-	2	-	4
HAUTS PLATEAUX	3	2	-	-	5
STEPPE	1	-	-	1	2
OASIS-DESERT	1	-	1	1	3
T O T A L	10	2	3	2	17

II. LA SCOLARISATION "DEPRECEIEE"

Il est un fait qui ne peut être nié, c'est que l'inscription à l'école a considérablement augmenté depuis 1962 ; ce mouvement de croissance de la scolarisation n'a pas suivi le même rythme pendant toute la période, ni sur tout le territoire. Plus rapide d'abord dans le Nord, en général, et en particulier dans les zones urbaines, il n'a atteint les campagnes que tardivement, et avec un certain ralentissement.

Quoiqu'il en soit il a appelé des ressources importantes : la part du budget consacré à l'éducation formation est très élevée. Consacre-t-on trop à ce secteur ? Un examen un peu plus attentif amène à des réponses nuancées et à une meilleure appréciation des efforts indubitables. Deux remarques générales peuvent être faites à ce niveau : d'une part nous avons affaire à un effet de masse : la dépense individuelle est en effet très modeste même si le volume global est difficile à supporter.

D'autre part ces ressources paraissent inégalement réparties : l'espace rural semble moins pourvu que l'espace urbain : dans les campagnes elles-mêmes apparaissent des différences liées à un certain nombre de caractéristiques, (type d'habitat, zones climatiques, accès plus ou moins facile...).

Cela se traduit, par un retard dans la scolarisation mais aussi par la faiblesse des moyens mis à la disposition des écoles, aussi bien sur le plan matériel qu'humain.

* Equipement des écoles :

La contrainte des ressources pèse de tout son poids quant à la réalisation des conditions élémentaires de travail des élèves et des enseignants. Les écoles qui manquent d'équipements utiles pour rendre moins pénible la vie scolaire semblent réduites à des locaux austères auxquels on n'accède que par des pistes voire par un simple chemin de montagne. L'enseignant souvent dépourvu de moyens didactiques indispensables compte plus sur sa seule volonté pour transmettre quelques rudiments de savoir à des enfants qui arrivent parfois déjà fatigués par une longue marche.

1- Si la plupart bénéficient de l'éclairage électrique il en est encore qui ne travaillent qu'à la lumière du jour (8/40) : Ce qui dans la mauvaise saison amène à écourter la journée de travail.

2- Cette mauvaise saison est difficilement supportée par les élèves de deux (2) écoles sur cinq (5) qui ne possèdent pas de chauffage, chauffage qui ne fonctionne pas toujours même là où l'installation existe, condamnant ainsi les enfants à grelotter de froid, surtout quand les vitres cassées ne sont pas réparées. Les communes, en effet, n'accordent qu'un budget parfois dérisoire (40 dinars/élèves-année) aux fonctionnements de l'école (tableau VI). Parler alors de climatiseur dans les régions sahariennes par exemple paraît incongru.

3- Que dire dans ce cas des écoles dépourvues d'eau (1/2) surtout lorsque l'on sait que près d'un établissement sur deux ne dispose pas de sanitaires.

4-L'absence de ces éléments n'est pas sans effets sur le rendement scolaire: mais le dommage est plus grand lorsque cette absence s'accompagne de celle des moyens pédagogiques. Dans ce domaine également les écoles ne sont pas mieux loties : quatre d'entre elles sur cinq ne disposent pas de bibliothèque, quant au musée scolaire - qui pourrait être réalisé sans coût important - le simple énoncée de la question provoque l'étonnement des enseignants et directeurs.

5- Si les élèves disposent de livres scolaires dans une proportion acceptable (4/5) il n'est pas de même de leurs enseignants dont seuls 15 % déclarent posséder les livres du maître. Encore faut-il indiquer que maîtres et élèves reçoivent leurs livres souvent avec près de deux mois de retard. En outre deux enseignants sur trois affirment ne pas disposer de matériel didactique.

Aussi la nécessité objective plus que la volonté de réduire le coût de la scolarisation ramène à vouloir des écoles les moins onéreuses possibles . Mais ce faisant, on réduit le processus de scolarisation à sa plus simple expression: tout repose sur la qualification et le dévouement de l'enseignant.

TABLEAU N° 6
PART DU BUDGET COMMUNAL CONSACRE A L'EDUCATION (%)

ANNEES					
COMMUNES	1988	1989	1990	1991	1992
TREATE					10,9
SIDI DAQUD	2,5	2,5	5,0	5,4	6,8
ISSER	9	12	14	16	18
OB.AEK	9,2	19,4	16,7	17,9	21,3
SIDI ALI					12,0
HAMMAM NB	8,7	6,3	11,0	18,1	13,3
ADEKAR					2,9
GOURAYA					13,6
TERNY BH	2,75	0,15	1,0	2,1	0,4
TEXTER	9,8	7,8	10,3	14	15
EI HWYBET					19,4
BIR GHEBALOU	16	8,9	11,6	9,6	17
SIDI HOSNI					3,3
CHEHAIMIA	0,3	0,4	0,4	0,3	00
AIN LAHDJEL	7,4	7,3	10,3	8,1	16,3
SIDI LAADJEL	1,2	0,6	0,2	0,2	4,7
EL BIODH	7,6	18,15	10,4	10,2	16,9
BENI OUNIF	---	---	---	---	---
LAHMAR	---	---	---	---	---
EL OUED					12,8
BESBES					10,9
DAIA BEN DAHOUA					1,0
TAMANRASSET					4,8

LES ENSEIGNANTS

La définition des tâches, telles que le stipule le décret exécutif n°90-49 du 6 février 1990 portant statut particulier des travailleurs de l'éducation trace le contour et définit ce que doit être l'enseignant de l'école fondamentale. Celui-ci est "chargé d'instruire et d'éduquer les enfants qui (lui) sont confiés, aux points de vue intellectuel, moral, physique et civique".

Qu'en est-il exactement des capacités de l'enseignant à réaliser cette tâche et quelles sont les conditions dans lesquelles il l'exerce pour répondre aux impératifs de la mission dont-il est investi ?

L'enquête réalisée auprès de quarante écoles de l'enseignement fondamental du premier et deuxième cycle des zones rurales permet d'avancer quelques observations, pour le moment générales, sur les caractéristiques essentielles du corps enseignant.

I. DES CAPACITES DE L'ENSEIGNANT A INSTRUIRE ET A EDUQUER.

Il est banal de rappeler que pour instruire et éduquer, il faut être instruit et éduquer.

Qu'en-est-il du niveau d'instruction des enseignants enquêtés ?

1. Répartition globale de l'effectif par niveau scolaire

Niveau scolaire	OUI	Non + pas de réponses	TOTAL	%
Primaire	323	44	367	88
Moyen (CEG-CEM- CNET)	303	64	367	82
Secondaire (Général-technique)	180	187	367	49

Si la quasi-totalité des enseignants ont eu une instruction primaire, il est à remarquer que un enseignant sur cinq n'a pas suivi d'enseignement moyen et un enseignant sur deux n'a pas eu d'enseignement secondaire.

On pourrait croire que cette insuffisance d'instruction est comblée par une formation post-secondaire. Qu'en est-il ?

2. Répartition globale par complément de formation.

	OUI	NON	TOTAL	%
Ecole Normale	16	351	367	4
I.T.E.	129	238	367	35
Stages	143	224	367	39

S'il n'est pas nécessaire de relever le taux de ceux qui ont bénéficié d'une formation en école normale, il est par contre étonnant que seulement 35 % sont passés par un I.T.E. et que 39% ont suivi des stages.

Cette faiblesse d'une formation scolaire et post-scolaire institutionnelle semble être accentuée par la confirmation du diplôme.

3. Répartition globale par diplômes scolaires.

	OUI	NON	TOTAL	%
C.E.P.	113	254	367	31
BEPC-BEM-BEF-CAP	184	183	367	50
BAC	47	320	367	13

Ce qui est remarquable est que si 82 % des enseignants ont suivi l'enseignement moyen, seuls 50 % obtiennent le diplôme d'études de cet enseignement et que si la moitié (49 %) sont passés par le secondaire, 13 % en acquiert le diplôme.

Dans notre rapport final, nous analyserons plus finement ces premières caractéristiques.

On pourrait être tenté de supposer que l'enseignant, dans l'exercice de sa fonction, accumule des connaissances nécessaires et que celles-ci ont pu être sanctionnées par un titre professionnel.

4. Répartition globale par titres professionnels.

	OUI	NON	TOTAL	%
C.C.G.P.	93	274	367	25
B.S.C.	119	248	367	32
C.A.P.	88	279	367	24

Il n'est pas utile, bien qu'instructif, de relever que 3 enseignants sur 4 ne sont pas dotés d'une qualification professionnelle pour instruire, bien que le grade, expression de leur fonction attire l'attention sur son obtention.

5. Répartition globale selon la fonction

	Effectif	TOTAL	%
Instituteur (M E F)	283	367	77
Instructeur	36	367	10
Moniteur	5	367	1

Cependant, les connaissances de l'enseignant peuvent être nourries et augmentées par le recours à la lecture et à une pratique courante de la recherche de la culture.

5. Lecture de la presse - Revue - Livres.

	0	Quotidiens	Hebdomad.	Mensuels	Revue spéc.	Livres
Réponses	21	187	40	5	15	69
%	6	50	11	1	4	8

6. Programme de télévision

	0	Documentation scientifique	Reportages culturels	Report. sport.	Films
Réponses	91	153	46	37	40
%	25	42	12	10	11

Ces pratiques culturelles seront lues dans le rapport final à partir d'un certain nombre de variables (sexe, âge, etc..) qui auront pour but de clarifier davantage l'univers culturel de l'enseignant du rural.

Ces quatre indicateurs (cursus scolaire, formation post scolaire, diplôme scolaire-professionnel et indices de connaissances culturelles) forment la première esquisse du projet de l'enseignant et révèlent partiellement sa capacité objective à instruire les enfants qui lui sont confiés.

Peut-on être informé sur la mise en oeuvre de cette capacité ?

II. DES MOYENS DE TRANSMISSION DU SAVOIR SCOLAIRE

Il s'agit de noter quelques moyens didactiques dont dispose l'enseignant pour émettre ce qu'il sait et d'avancer quelques modalités pour asseoir une appréciation de la quantité de travail que fournit le maître d'école lors de la transmission du savoir scolaire.

1. Des moyens didactiques disponibles.

1.1. disponibilité des livres du maître

	OUI	NON	TOTAL
Réponses	53	315	367
Pourcentages	15	85	100

Découvrir que plus de trois maîtres sur quatre ne disposent pas de livres pour soutenir leur enseignement laisse présager de la consistance de l'instruction donnée.

1.2. Disponibilité du matériel didactique

	OUI	NON	TOTAL
Réponses	117	250	367
Pourcentages	32	68	100

Un enseignant sur trois répond avoir bénéficié de quelques instruments didactiques indispensables à l'effectivité de sa tâche. Le maître d'école est réduit à se contenter de sa seule voix et peut être d'un tableau et d'une craie, pour atteindre l'enfant et capter son attention. Cependant, le maître peut-il être soulager de constater que trois élèves sur quatre disposent de livres ?

2. Quelques évaluations du travail de l'enseignant.

2.1. Durée quotidienne de préparation des leçons.

	Infér à 1 h	de 1h à 2h	Sup à 2h	TOTAL
Réponses	93	185	88	366
Pourcentages	26	50	24	100

2.2. Durée quotidienne de correction et de contrôle des devoirs et leçons.

	Infér à 1 h	de 1h à 2h	Sup à 2h	TOTAL
Réponses	28	288	51	367
Pourcentages	8	78	14	100

Ne disposant pas de normes nationales des durées de préparation et de correction quotidiennes, l'on ne peut rapporter celles - ci qu'à celles effectives passées en classes (5 à 6 heures par jour).

* 50% des enseignants consacrent 1/3 [un tiers] de leur temps d'exercice de la fonction hors classes à la préparation. Traditionnellement, on suppose qu'il devrait y avoir parité (1 heure de préparation pour 1 heure d'enseignement) .

* 1/4 des enseignants s'astreignent à 1 heure alors que l'autre quart à plus de 2 heures.

Par contre, on relève que plus de 3/4 des enseignants (78%) consomment 1/3 de leur temps journalier au contrôle du travail scolaire; là aussi, la norme habituelle est la parité (1 heure d'enseignement pour 1 heure de contrôle).

2.3. Réalisation annuelle du programme d'enseignement.

	à 50 %	à 75%	entre 75 et 90%	Sup à 90%	PAS DE REPONSE
Réponses	23	44	38	167	95
Pourcentages	6	12	10	45	26

Remarquons tout d'abord qu' un enseignant sur 4 ne répond pas et que seulement 1 enseignant sur 2 achève l'intégralité du programme (45%).

Cette constatation amplifie toutes les observations précédentes sur la teneur de l'enseignement assuré:

2.4 Visites annuelles de l'inspecteur pédagogique.

	01 visite	02 visites	plus de 02	pas de réponse
Réponses	156	71	41	99
Pourcentages	42	19	11	27

Là aussi, nous ne possédons aucune norme d'appréciation; néanmoins, relevons que 27% des enseignants ne répondent pas et que 42% sont visités une fois par an. Si l'on additionne ces deux taux et que l'on suppose que les conditions de recrutement connues devraient être palliées par des inspections plus fréquentes, près de 3 enseignants sur 4 (69%) ne bénéficient d'aucun soutien.

III. CONDITIONS D'ENVIRONNEMENT PERMISSIVES DE L'ENSEIGNEMENT.

Celles-ci sont nombreuses et variées dans leur contenu et leur nature et leurs relations éducatives interactives bien que difficiles à expliciter n'en sont pas moins vraies et déterminantes. Elles couvrent tant l'école que l'habitat en tant qu'espace de vie à organiser pour que l'enseignant organise les opérations de transmission de savoir qui le définissent.

1. Du logement de l'enseignant.

	Propriétaire	Locataire	Chez les parents	Autres	pas de réponse	Total
Réponses	47	15	173	9	123	367
Pourcentages	13	4	47	2	33	99

* un enseignant sur deux habite chez ses parents, par ailleurs, 64% de l'effectif est marié, c'est-à-dire 2 sur 3 et la quasi-totalité des logements ne dépassent pas 03 pièces, on peut deviner la difficulté à préparer et à contrôler les leçons.

2. Du confort du logement.

	Eau courante		Electricité		Gaz de ville		Chauffage	
	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
Pourcentages	72	28	82	18	17	83	26	74

Ces chiffres confirment les caractéristiques afférentes au monde rural et que le tableau suivant va rendre encore plus éloquentes (plus de 01 enseignant sur 03 utilise une voie non bitumée pour rejoindre son école) et se trouve à une distance supérieure à 03 kilomètres.

3. Des voies de liaison Ecole - Logement.

	Routes bitumées	Pistes et chemins	Pas de réponse	T O T A L
Réponses	196	131	40	367
Pourcentages	53	35	11	99

IV. PREMIERES OBSERVATIONS.

L'objectif de l'étude " à partir de la description de l'enseignement en zones rurales", est de "recenser les différentes catégories d'obstacles qui ont freiné la généralisation de la scolarisation".

En ce qui concerne le corps "enseignant", les caractéristiques de nature globale, succinctement exposées, cernent déjà) le spectre composant l'image du maître d'école rurale:

- * L'enseignant est à dominante masculine (80%)
- * Il est majoritairement d'âge mûr (35-45 ans)
- * Il est à 50% originaire du lieu d'exercice
- * Il s'occupe, à près de 80%, la fonction d'instituteur (ou M.E.F)
- * Il a suivi, dans sa quasi-totalité (plus de 80%) l'enseignement primaire; présente un déficit pour près de 25% de l'enseignement moyen et n'a pas connu à 50% l'enseignement secondaire, surtout pour la tranche d'âge supérieure à 35 ans.
- * Le diplôme standard (type BEF) n'est pas l'apanage de tous (50% environ); il en est de même du titre administratif (type CCGP, BSG): 1 sur 3 enseignants en serait titulaire.
- * Le niveau scolaire initial, avant l'entrée dans la profession, n'a pas été élevé par une formation post-scolaire dans l'institution spécialisée (ITE): 2 sur 3 n'ont pas bénéficié .

La présentation globale de ces quelques caractères de nature intrinsèque et qui laisse émerger un enseignant inachevé, est complétée d'abord par celle des facteurs que ce dernier utilise pour effectuer les opérations de transformation du savoir reçu en instruction émise en direction de l'élève, et ensuite par celle se rapportant aux facteurs organisateurs de ce processus et de son appréciation (école - logement; leçons - programme scolaire):

* 2 enseignants sur 3 ne disposent pas de livres de maître

* même rapport pour le matériel didactique

* les conditions d'habitat semblent peu adéquates: 50% des enseignants habitent chez leurs parents alors que majoritairement mariés; cet habitat réunit difficilement le confort minimal (eau - électricité - gaz - chauffage).

* ces conditions sont aggravées par les difficultés de communication: 50% des enseignants répondent utiliser des routes non bitumées et parcourir de 1 à 3 kms pour rejoindre l'école par des moyens aléatoires.

* l'enseignant consacre un temps appréciable, mais non optimal, à la préparation et au contrôle des leçons (1 heure pour 2 heures d'enseignement par jour), et le programme annuel n'est intégralement achevé que par près de 20% des enseignants.

* il semble que les enseignants aient choisi par vocation et par attrait du statut social cette profession (près de 75%), mais cette opinion n'est pas confirmée par leur effort conséquent à la rendre effective (pauvreté des pratiques et des curiosités culturelles).

Ces premières observations s'appuient sur une lecture globale des caractéristiques de l'enseignant telles qu'elles ont été produites par l'enquête dont la dimension est réduite mais la couverture "rurale" large.

Elles doivent être approfondies par une déglobalisation des caractères spécifiques à l'enseignant et une tentative de liaisons significatives de ces caractères.

LES ELEVES

Un fait indéniable est que l'école pénètre de plus en plus les zones rurales. Même si cette pénétration est différentielle, il se trouve que les ruraux entretiennent aujourd'hui avec cette institution des rapports aussi fréquents que variés.

Cependant, l'objectif n'est pas d'apprécier ici la qualité ou la durée de ces relations. Il s'agit essentiellement de réduire ou d'atténuer l'importance accordée à la proximité et a contrario à l'élargissement de l'école dans les zones rurales.

L'effet décisif de la proximité comme de l'éloignement de l'école dans l'explication des situations scolaires des enfants ruraux évacue sinon occulte la question de la distance proprement sociale aux pratiques relatives à tel ou à tel autre équipement éducatif.

En d'autres termes, l'effet discriminant voué à l'éloignement ou à la proximité de l'institution scolaire fait oublier que les caractéristiques propres à chaque catégorie sociale prédisposent ou inclinent plus ou moins ses membres à exercer ou pas ou encore de manière ponctuelle la pratique considérée.

Mais il va sans dire que dans le cas où la distance sociale se double d'une distance physique, la fréquentation de l'école par les enfants ruraux devient de plus en plus rare sinon difficile pour beaucoup d'entre-eux.

TEMPS MIS PAR ELEVE POUR SE RENDRE A L'ECOLE

Sexe	Tps. mis	MOINS DE 15 MINUTES	MOINS DE 60 MINUTES	PLUS DE 60 MINUTES	T O T A L
GARCONS		194 57,7%	63 18,7%	79 23,5%	336 100%
FILLES		121 59 %	40 19,5%	44 21,4%	205 100%
T O T A L		315 58,2%	103 19 %	123 22,7%	541 100%

L'école constitue le lieu où pourrait être questionné la qualité du regard qu'elle porte sur l'enfance en général et sur l'écolier en particulier. Aussi toutes les réformes, tous les ajustements dont l'institution scolaire peut être l'objet, ne sont en fait que des tentatives déployées pour conférer à ce regard plus d'humanisme et plus d'intelligence.

Pour la majorité des élèves ruraux, la scolarisation est vécue comme une entreprise individuelle. L'apprentissage scolaire de l'enfant rural se réalise dans une grande solitude. Rien dans son environnement, rien dans sa famille ne participe à rendre collective ou communautaire la relation qu'il vit avec l'école qui, souvent par son éloignement, amplifie à son tour cette situation.

SOUTIEN SCOLAIRE APPORTE A L'ELEVE

SOUTIEN	S E X E		S O U S - G R O U P E		T O T A L	
	GARCONS	FILLES	GARCONS	FILLES	TOTAL	%
PERSONNE	322	95,8%	177	86,3%	499	92,2%
PERE	8	2,3%	16	7,8%	24	4,4%
MERE	3	0,8%	7	3,4%	10	1,8%
FRERE/SOEUR	1	0,2%	4	1,9%	5	0,9%
VOISIN/CAMARADE	—	—	—	—	—	—
AUTRES	2	0,5%	1	0,4%	3	0,5%
T O T A L	336	100%	205	100%	541	100%

Réussir à l'école pour l'enfant rural, c'est réussir cette solitude dans laquelle il apprend à restituer les postures scolaires inachevées que l'école lui impose. Seuls 45% des enseignants affirment réaliser le programme scolaire annuel à plus de 90%

En voulant seulement "domestiquer" les enfants ruraux, l'école les éloigne de leur milieu en les rendant impropres à la vie rurale. Malgré les réussites qu'elle a dû permettre parmi les nombreuses cohortes qu'elle a pu accueillir, l'école semble avoir échoué dans son entreprise de développement des ressources humaines pour s'être enfermée dans un passéisme pieux et stérile.

L'école en milieu rural est en fait une école qui n'arrive pas encore à tirer partie ni du pouvoir novateur de la jeunesse de son public scolaire ni de l'espace fécond et nourricier des zones rurales où elle se trouve.